

La R&D grenobloise de HPE redoute le transfert à Genève

Le groupe informatique HPE envisage de délocaliser en Suisse, à Genève, les équipements de son « EMEA Solution Innovation Center » aujourd'hui basé en France, à Grenoble. Les salariés isérois s'inquiètent de l'avenir du site. Et la CFTC réaffirme à la rédaction être opposée au projet.

Le projet, dont le nom de code est Butterfly, prévoit de « retirer du site de HP Grenoble sa vitrine technologique et une quinzaine d'emplois occupés par certains de nos meilleurs experts techniques, et ce pour de simples raisons fiscales », déplore Guy Benoist, délégué syndical CFTC de HPE CCF Grenoble.

Un projet plus fiscal

En Suisse, plusieurs milliers d'entreprises bénéficient jusqu'ici d'un statut fiscal spécial et ne paient pratiquement pas d'impôt fédéral direct. Le projet de troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III) pourrait changer la donne. En contrepartie, des mesures visent à soutenir la forte attractivité du pays, dont l'imposition privilégiée sur les activités de R&D et innovation... Cette option intéresse particulièrement les multinationales, dont Hewlett Packard Enterprise (HPE) entre autres.

De plus, pour pallier la disparition à venir du statut fiscal spécial (sauf référendum contraire), certains cantons suisses ont déjà annoncé une baisse de leur taux d'impôt sur le bénéfice ou envisagent un taux unique. C'est le cas de Genève qui propose d'appliquer dès 2019 un taux unique à 13 % (contre 10,7 % pour le statut fiscal spécial actuel et 24,2 % pour le taux ordinaire à ce jour).

Ou organisationnel ?

Le siège européen de HPE est installé à Genève. Mais aux yeux des syndicats, les arguments d'ordre « organisationnel ou géographique » avancés par la direction du groupe américain passent mal. Et l'expertise tierce apportée sur ce dossier au comité d'entreprise n'a pas rassuré.

Selon le cabinet Sextant, mandaté par le comité d'entreprise de HPE dans le cadre d'un droit d'alerte, le déménagement du centre de Grenoble à Genève n'apporterait « aucun avantage de coût ». La métropole, la région Auvergne-Rhône-Alpes et une députée européenne, ont déjà été alertées, comme ont indiqué [Miroir Social](#) et [Le Dauphiné Libéré](#) la semaine dernière.

Dans ce contexte, la CFTC propose que « seules quelques activités de type 'Workshop' aillent à Genève, mais que les activités de 'Proof of Concept' restent sur le site de Grenoble ». Car, insiste le délégué syndical central Guy Benoist, « ces activités servent les clients français et la communauté européenne, et sont en lien avec toutes les business units du site grenoblois (télécom, réseau, serveurs...) ».

Lire aussi :

[HPE : la France va échapper au dégraissage massif](#)

[HP pourrait supprimer jusqu'à 10 % de ses effectifs](#)